

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : TRAVAUX OUVERTURE CHAMBRE FRANCE TELECOM

Le Maire de la Commune de MIREVAL

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R417- 10 10°, R325-12 à R325-46, R411-21-1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L2212-2 et L2213-1,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Vu la demande, en faveur de la société **ORANGE-DO Grand Sud ouest** (895 rue de la vieille poste, 34965 Montpellier) d'effectuer des **travaux d'ouverture de de chambre France télécom sur la totalité de la route des plaines et jusqu'à la voie d'insertion de la Départementale 612, à compter du 20/02/2023 pour 15 jours par la société AMA RESEAUX représentée par Madame BRODARD Céline, domiciliée 100 chemin du moulin Roul 30920 CODOGNAN,**

Considérant qu'il est nécessaire, pour la mise en place du chantier et pour éviter tout accident, de réglementer la circulation et le stationnement sur cette voie.

ARRÊTE

Article 1 : Autorise- la Société AMA RESEAUX à procéder à la mise en place du chantier d'ouverture de de chambre France Télécom à compter du 20/02/2023 et ce pour une durée de 15 jours calendaires.

- **Autorise le stationnement et le dépassement des véhicules légers et poids lourds à hauteur des travaux situés au route des plaines et sur la partie voie d'insertion D612 à Mireval (34110).**

Article 2 : L'entreprise s'engage à prévenir les riverains des travaux et à leur faciliter l'accès.

Article 3 : Signalisation des chantiers Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (Intérieur, Travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 4 : Remise en état des lieux après achèvement des travaux : Dès l'achèvement de leurs travaux, les permissionnaires sont tenus d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances et de rétablir dans leur premier état des fossés, talus, accotements, chaussée ou trottoirs, et tous ouvrages qui auraient été endommagés. Faute par les permissionnaires d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à leurs frais par la commune, après mise en demeure restée sans effet.

Article 5 : Le non-respect des dispositions citées au présent arrêté expose son contrevenant aux sanctions prévues par le Code de la Route et notamment la mise en fourrière immédiate du véhicule en infraction,

Article 6 : Le Directeur Général des Services, le chef de la Police Municipale, le responsable des Services Techniques et le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Villeneuve lès Maguelone sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet

Fait à Mireval, le 07 février 2023,

Le Maire,
Christophe DURAND,



Affichage le 08/02/2023

